

## Livres

---

Numéro 760, octobre–novembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67575ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

(2012). Compte rendu de [Livres]. *Relations*, (760), 40–42.



## UNE REVUE D'AVANT-GARDE

Martin Roy

### UNE RÉFORME DANS LA FIDÉLITÉ – LA REVUE MAINTENANT (1962-1974) ET LA « MISE À JOUR » DU CATHOLICISME QUÉBÉCOIS

Montréal, PUL, 2012, 323 p.

Avec ce livre, Martin Roy offre une précieuse contribution à l'historiographie de la Révolution tranquille. Il nous fait saisir comment une revue catholique de gauche a pu être un des foyers du changement social, politique, spirituel et culturel qu'a vécu le Québec d'après les années 1960.

Fondée par les Dominicains de Montréal, *Maintenant* a rassemblé, parmi ses collaborateurs, plusieurs acteurs importants de la Révolution tranquille et du renouveau conciliaire. Pensons, entre autres, à Fernand Dumont, Jacques Grand'Maison, Pierre Vadeboncoeur, Louis O'Neill, Guy Rocher, Gregory Baum, Louis Rousseau et, bien sûr, Hélène Pelletier-Baillargeon (qui a été membre de l'équipe de la revue depuis sa fondation, et sa directrice durant sa dernière année de parution). *Maintenant* représente ainsi une expérience pionnière de collaboration entre clercs et laïques au sein d'une institution ecclésiale, de même qu'un lieu de dialogue (autant parmi ses collaborateurs que ses lecteurs) entre croyants et non-croyants.

L'historien nous plonge dans le contexte mouvementé des années 1960-1970 où l'Église québécoise – jusque-là très conservatrice – connaît une grave crise de crédibilité. Se réclamant de l'esprit du concile Vatican II, des intellectuels s'engagent alors dans la tâche d'articuler le catholicisme d'ici avec les valeurs de laïcité, d'autonomie de la conscience et de progrès social et politique qui sont en train de transformer le Québec.

Pour faire le récit de cette aventure, l'auteur divise son œuvre en deux parties. Dans un premier temps, il nous présente l'historique de la revue en commençant par la période initiale

(1962-1965), vécue sous la direction du père Henri-Marie Bradet. Ce dernier sera démis de ses fonctions sous la pression d'autorités romaines, suspicieuses quant à l'orthodoxie de la revue – surtout en matière de morale conjugale. Ce geste autoritaire suscita une contestation inédite dans l'opinion publique et au sein de l'équipe de la revue. Vint ensuite une période effervescente (1965-1969) sous la direction du père Vincent Harvey, théologien progressiste et penseur social d'avant-garde. En 1969, les Dominicains décidèrent de retirer leur soutien financier à la revue – en bonne partie à cause de son option indépendantiste qui divisait les membres de l'Ordre. S'amorce ainsi la dernière période (1969-1974) où elle devint indépendante.

Dans la deuxième partie de son ouvrage, l'auteur analyse les principaux thèmes et débats qui ont marqué l'évolution de *Maintenant*: la sortie de la chrétienté et la laïcité ouverte; les rapports entre foi et engagement politique; le socialisme chrétien; la présence chrétienne au sein du mouvement souverainiste; la résistance à la tentation du tout-au-politique et le problème de la contraception.

Il est intéressant de noter que *Maintenant* appuyait déjà une « laïcité ouverte » – c'est-à-dire respectueuse de l'autonomie du politique, tout en refusant la perspective d'une foi apolitique et privatisée. Le périodique faisait en effet la promotion d'un catholicisme engagé dans les luttes sociales. Cela le conduisit à prendre position pour un projet de société indépendantiste, pluraliste et socialiste.

À peu près à la même époque, *Relations* se caractérisait plutôt par son conservatisme. Or, en lisant l'ouvrage de Martin Roy, on constate qu'une part de l'esprit de *Maintenant* est passé, après sa disparition, dans le magazine soutenu par les Jésuites, qui se veut l'expression d'une gauche chrétienne en dialogue avec les non-croyants. La promotion d'une laïcité ouverte, la reconnaissance de la nécessité de la déconsecration, l'engagement en faveur d'un projet de société progres-

siste et inclusif et le catholicisme critique la caractérisent en effet.

Le pari de *Maintenant* était celui du catholicisme conciliaire. Cinquante ans après l'ouverture de Vatican II, ce livre nous plonge dans une des plus belles pages de la réception du concile au Québec. Il rappelle aussi aux croyants leur devoir, jamais terminé, d'articuler foi et culture dans la société contemporaine.

**MARCO VEILLEUX**

## PAS UNE DE PLUS!

Marie France Labrecque

### FÉMINICIDES ET IMPUNITÉ. LE CAS DE CIUDAD JUÁREZ

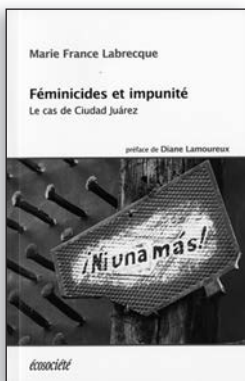
Montréal, Écosociété, 2012, 198 p.

Cela fait déjà plus d'une décennie que les meurtres de femmes de Ciudad Juárez inquiètent les groupes de femmes et ceux qui défendent les droits de la personne. Cette immense *maquiladora* mexicaine, à la frontière des États-Unis, est devenue célèbre pour le millier d'assassinats de femmes qui y ont été perpétrés. L'horreur de ces meurtres dépasse souvent l'imagination, mais cela suffit-il pour parler de féminicide?

Dans cet essai intitulé à juste titre *Féminicides et impunité*, Marie France Labrecque s'est intéressée à la situation de Ciudad Juárez. Elle nous propose une analyse où s'entremêlent féminisme et économie politique. Sans vouloir essentialiser le phénomène, cette professeure au Département d'anthropologie de l'Université Laval et spécialiste du Mexique propose un cadre théorique féministe pour nous aider à mieux comprendre ce qui fait de ces crimes des féminicides.

Il ne fait pas de doute que les crimes commis sont misogynes et visent spécifiquement des femmes, jeunes et pauvres pour la plupart. Il est plus inquiétant de constater qu'au-delà du caractère ignoble de ces meurtres, certaines questions se posent concernant





l'incompétence des autorités. Comment expliquer le peu de condamnations et le fait que plusieurs des suspects arrêtés ont été libérés?

Cela peut s'expliquer par la structure patriarcale omniprésente au Mexique, mais aussi ailleurs dans le monde. Il y a une banalisation de ces meurtres et une absence de responsabilité sociale et politique. Les victimes sont rendues responsables de leur propre assassinat en se voyant accoler, entre autres, l'étiquette de « prostituées » ou de femmes aux « mœurs discutables » – comme si cela pouvait légitimer le droit de les tuer. Marie France Labrecque précise que l'absence de peines d'emprisonnement contribue à transformer ces meurtres en féminicide. Elle souligne l'importance du rôle de l'État, qui a manqué à ses devoirs et à ses responsabilités envers les femmes de Ciudad Juárez de par l'impunité qu'il permet et de par l'absence de mesures prises pour protéger ces femmes. Cette réalité rend compte des liens entre la violence envers les femmes et la globalisation économique, mais surtout de la non-reconnaissance des femmes en tant que sujets à part entière.

La prise de conscience internationale du féminicide qui a cours à Ciudad Juárez est le fait du travail acharné de la société civile. En effet, il a fallu le courage des familles des victimes et des groupes de femmes qui ont osé demander justice. Malheureusement, bien que les instances des droits de la personne et les ONG internationales aient appuyé leurs luttes et exigé des actions concrètes pour que cessent le féminicide et l'impunité, les autorités ont tout fait pour marginaliser les meurtres et justifier leur inaction.

Cela fait penser à une autre réalité plus près de nous, celle des femmes autochtones du Canada. Le mouvement

Sœurs en esprit a comptabilisé la disparition et l'assassinat de plus de 500 femmes autochtones au cours des 30 dernières années. À l'instar des femmes de Ciudad Juárez, elles aussi demandent justice et des actions concrètes. À ce jour, le Canada tarde à agir, comme s'il s'agissait, encore une fois, de non-sujets de droit.

**LOUISE DIONNE**

### **VIOLENTE TRANSMISSION DU MONDE**

Sébastien Mussi  
**DANS LA CLASSE.**  
**ESSAI SUR L'ENSEIGNEMENT**  
**À L'HEURE DE LA RÉFORME**  
 Montréal, Liber, 2012, 156 p.

Ce livre de Sébastien Mussi transpire l'exaspération: celle d'un jeune professeur de philosophie collégiale dans un milieu scolaire qui plie face aux diktats du marché et lui demande de plus en plus de devenir un opérateur dans la formation de travailleurs adaptés et polyvalents. L'auteur chérit pourtant une autre vision de l'enseignement, axée sur la transmission du monde. Son livre prend ainsi la forme d'une attaque frontale contre la réforme pédagogique. Selon lui, celle-ci se structure sur trois plans: l'affirmation du marché comme seule réalité (ontologie), l'institution d'un rapport au savoir socioconstructiviste (épistémologie) et l'enseignement par compétences et par programme (pédagogie) (p. 45). Cela implique une dénaturation de la complexité et de la fertilité de la réalité et de l'expérience humaines, une disparition de l'idée de transmission et une dissolution des contenus d'enseignement et de la singularité du professeur.

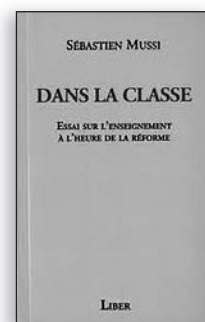
Ce livre est à ranger dans la lignée de l'ouvrage dirigé par Gilles Gagné, *Main basse sur l'éducation*, et de celui de Robert Comeau et Josianne Lavallée, *Contre la réforme pédagogique* – duquel se réclame explicitement Mussi. Il permet de prendre conscience de la profondeur du malaise que peut ressentir un jeune professeur devant les muta-

tions de l'institution qu'il sert, institution ayant eu autrefois selon lui pour mission de réduire les inégalités en garantissant un accès universel à une formation postsecondaire commune.

Un des mérites de ce livre est de recentrer le débat sur les questions de fond. Dans sa conclusion, Mussi martèle: « que faisons-nous de/à nos étudiants? » Après avoir dénoncé cette idée trop répandue que l'éducation devrait être efficace et adaptée aux besoins du marché, il aborde successivement les grands problèmes philosophiques que sont la transmission, la mémoire, l'idée de monde, la violence dans l'école et la pratique de la lecture. Se référant à Hannah Arendt, l'auteur affirme que le professeur joue un rôle essentiel de transmission du monde: « Enseigner c'est donc avant tout et nécessairement transmettre, effectuer un travail de mémoire qui n'est ni une glorification du passé, ni, surtout, une simple reproduction de ce qui existe et a existé » (p. 53). Le professeur effectue une mise en récit du monde – qu'il a lui-même participé à construire –, et cela, tel qu'il a appris à le faire. Pour Mussi, la philosophie « est, de par son mode de fonctionnement, *transmission* » (p. 101), tout comme le savoir. Selon lui, si les tenants de la réforme accordent autant d'importance aux compétences immédiatement utilisables et si peu à la transmission, c'est probablement qu'ils cachent une haine du monde.

Autre point important qui tend à être oublié: « L'apprentissage, de par l'effort qu'il exige, est violent » (p. 93). Dans une salle de classe, le rapport entre le professeur et l'étudiant est inégal. « Le paradoxe de l'enseignement [...] consiste en ce qu'il est à la fois une contrainte et une libération, *à la fois* une violence et un bien » (p. 94). Faire de l'acte d'enseigner quelque chose d'inoffensif, comme le désirent plusieurs, c'est le désamorcer complètement, voire l'évider.

À la lecture de ce livre, des questions demeurent toutefois. Tout d'abord, pourquoi accorder autant d'importance à la réforme? Les dangers d'un plaidoyer





comme celui de Mussi soit de tomber dans une nostalgie catastrophée, soit de s'engager dans une spirale contre-réformiste. Le mieux ne serait-il pas de faire l'histoire de ce qui se passe dans la classe à partir d'autres éléments que la réforme, afin de faire émerger de véritables contre-discours? Car, en ce qui concerne ce qui se passe concrètement dans la classe de Sébastien Mussi, le lecteur reste sur son appétit. On aurait aimé qu'il nous expose un peu plus ce qu'il transmet à ses étudiants et comment il le transmet afin que l'on puisse mieux se représenter son amour du monde. Ce livre est donc le point de départ et non d'arrivée d'une réflexion plus large qui ne sera, peut-on penser, jamais totalement achevée.

**FRÉDÉRIC MERCURE-JOLETTE**

## POUR SORTIR DE L'ALIÉNATION

Alain Deneault  
**FAIRE L'ÉCONOMIE DE LA HAINE.**  
**DOUZE ESSAIS POUR**  
**UNE PENSÉE CRITIQUE**  
 Montréal, Écosociété, 2011, 120 p.

Ce livre rassemble une douzaine d'essais d'Alain Deneault portant sur la domination de l'économie dans l'ensemble des facettes de la vie sociale. «L'économie se déploie donc au détriment de la vie. Mais par l'économie haït-on la vie? Pas encore: la rationalité fait l'économie de la haine» (p. 114). Selon Deneault, la rationalité instrumentale du système économique est en voie de coloniser nos imaginaires, de corrompre le langage et nos institutions politiques, et vient ériger un système de domination totalisant, voire totalitaire. «Le totalitarisme n'est pas seulement une uniformisation politique terroriste, c'est aussi une uniformisation économique-technique non terroriste qui fonctionne en manipulant les besoins au nom d'un faux intérêt général» (p. 9). L'auteur cite ici le



philosophie de l'École de Francfort, Herbert Marcuse, dont il reprend et étaye les thèses dénonçant l'unidimensionnalité des sociétés capitalistes avancées. Selon Marcuse, au moyen d'un processus de sublimation répressive, les individus ont l'impression d'agir en toute liberté alors qu'en réalité les choix qu'ils font sont programmés d'avance au sein d'un monde totalement administré.

C'est à partir d'une analyse du régime actuel d'autocensure que Deneault introduit son livre. Paraphrasant la formule de Guy Debord, il affirme que dans cette société du spectacle, «le faux devient alors un moment du vrai» (p. 10). Selon l'auteur, l'autocensure n'est pas tant un phénomène qui relève de la psychologie individuelle que d'un fait social total, pour reprendre l'expression de Durkheim. Cette censure insidieuse a pour fonction de faire interioriser aux personnes les catégories mentales qui permettent la reproduction du régime de domination.

Les poursuites-bâillons (les fameux *SLAPP*), dont l'auteur de *Noir Canada* a été l'objet à la suite d'un recours intenté par la minière Barrick Gold, constituent «l'un des motifs les plus marquants de l'autocensure intégrée» (p. 11-12). La poursuite-bâillon détruit la condition de possibilité de la démocratie, c'est-à-dire la parole. De fait, l'autocensure induit une mutation du langage: «La pensée politique se privatise.» Dans cette novlangue qui repose sur le fétichisme de l'argent, les catégories qui sont au fondement même de la pensée politique contemporaine (la souveraineté, la raison d'État, le bien commun, la démocratie) se transforment en mots purement opérationnels; ils perdent leur sens. Deneault montre que le processus de déréglementation qui a mené à la do-

mination totalitaire de l'économie sur nos vies ne découle pas uniquement d'une logique économique: on assiste d'abord et avant tout à une déréglementation des cadres mentaux.

Il poursuit en ce sens la critique culturelle de l'économie entamée par le sociologue allemand Georg Simmel, il y a plus d'un siècle. «Sur le mode d'une censure mentale, l'argent fait écran» (p. 13). C'est-à-dire que l'argent permet de faire «l'économie» des coûts sociaux, environnementaux, culturels, psychiques et politiques découlant d'une dynamique économique hors de contrôle, celle d'un capitalisme financiarisé qui trouve notamment refuge à l'abri de toute régulation politique dans les paradis fiscaux. Face à ce processus de dépolitisation et de dédémocratisation, il ne reste plus au peuple qu'à se complaire devant le spectacle aliénant que lui offre le sport de masse. «Là le débat redevient possible. C'est même un des rares espaces où le régime encourage la dissidence» (p. 17).

Ce recueil d'articles d'Alain Deneault a le mérite de démontrer que le régime de domination contemporain est d'autant plus efficace qu'il ne repose pas uniquement sur la capacité des élites à s'appropriier les institutions politiques et économiques, mais également sur notre propre complicité avec la barbarie marchande. Devant cette domination autant économique, politique que culturelle, la résistance et les possibilités de dépasser l'aliénation ne peuvent s'effectuer que par la réappropriation des formes culturelles constitutives d'une subjectivité libre. Avec cet ouvrage, Alain Deneault nous confirme qu'il est un des rares intellectuels critiques au Québec. En cette époque sombre pour notre démocratie, il est à espérer que ses propos pourront être médiatisés plus largement auprès d'une population qui subit quotidiennement la propagande des ventriloques du capital que constitue la classe médiatique dominante.

**MAXIME OUELLET**